

## **Intervention de décroissance idf**

Tout d'abord nous tenons à exprimer notre soutien aux populations victimes du tsunami et de la catastrophe nucléaire de Fukushima.

J'aimerais évoqué la fermeture de Fessenheim.

Le 20 janvier 2017, on pouvait lire une Lettre ouverte, dans un célèbre journal du soir, rédigée par les membres élus du comité d'établissement de la centrale nucléaire de Fessenheim et adressée aux administrateurs d'EDF. Ils leur demandaient de refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.

### **Qui sont ces élus ?**

Il s'agit des organisations syndicales les plus représentées en France : CGT, CFE-CGC, CFDT, et FO.

### **Quel sont leurs arguments ?**

1) Ils écrivent qu'il ne faut pas fermer Fessenheim *« au vu du marché de l'électricité, le contexte économique de notre entreprise ne nous permet pas de nous passer de moyens de production rentables. »*

Si on déchiffre bien, vue la situation du marché de l'électricité et eu égard aux investissements en cours, fermer un réacteur fragiliserait l'entreprise. C'est une façon à la fois de reconnaître et de nier que le nucléaire français est déjà en faillite :

Exclue de l'indice CAC 40 en décembre 2015, l'action EDF a encore perdu 31 % de sa valeur en un an.

EDF est obligé de se restructurer et de se recapitaliser à tout prix, car elle a **des** besoins de plus en plus grands d'investissements qui ne sont pas provisionnés, par exemple le « grand carénage » à plus de 100 milliards d'euros<sup>1</sup>, qui se rajoute aux 18 milliards du projet de réacteurs d'Hinkley Point.

Le 1<sup>er</sup> mars 2016, son directeur financier Denis Piquemal a démissionné : « Fin 2015, EDF avait déjà investi 58 % de son patrimoine dans la technologie EPR. Avec Hinkley Point, cette part allait monter à 70 % ». Et il lâche alors cette phrase terrible : « Mais qui investirait 70 % de son patrimoine sur une technologie dont nous ne savons toujours pas si elle fonctionne ? ».

Annoncé au départ à 2,8 milliards, le coût de l'EPR est désormais estimé au triple, 8,5 milliards, en attendant la facture finale qui sera assurément bien au-delà des 10 milliards, sans compter l'affaire de la cuve.

Mais il est vrai que M. Piquemal ne devait pas être syndiqué pour oser critiquer la stratégie de son entreprise, quand les syndicats quasi-patronaux n'en disaient rien dans leur Lettre ouverte.

Cette situation de quasi-faillite se rajoute à celle d'Areva.

---

<sup>1</sup> 57 milliards d'euros d'après d'autres sources.

Areva est en effet techniquement en faillite. Possédée par l'État à concurrence de 83,2 %, ses résultats 2015 sont désastreux : 4,2 milliards d'euros de CA et 2 milliards de **pertes**, 6,3 milliards de **dette**, 10 milliards de perdus en valeur de marché (-95 % par rapport à 2011).

Et donc pour nos élus syndicaux, cette failite n'existe pas, elle se résume à un « *contexte économique de notre entreprise* », et la fermeture de Fessenheim ne ferait qu'aggraver les choses. Alors que la faillite est là présente, en même temps que Fessenheim, pour eux c'est la fermeture de Fessenheim qui va accélérer cette faillite : on marche sur la tête !

2) Un autre argument, c'est le « mépris de l'ensemble des agents d'EDF et des prestataires de la filière nucléaire française, ainsi que l'ASN ».

On aurait aimé voir les syndicats se plaindre du fait que depuis le début de l'aventure électronucléaire, plus de 55 Milliards d'Euros ont été consacrés à la recherche pour le nucléaire jusqu'en 2010, et quasiment rien dans d'autres techniques afin de leur offrir des débouchés en cas de faillite du nucléaire, comme le renouvelable ou bien pour réduire les émissions de CO2 des centrales thermiques fossiles : pourquoi un tel mépris ? On aurait aimé aussi les voir se plaindre du recours aux entreprises sous-traitantes pour faire 80 % des travaux en zones dangereuses, en lieu et place des agents d'EDF, mais non là encore rien....

On est quand même étonné de les voir défendre l'ASN qui vient justement de faire mettre à l'arrêt un tiers du parc après la découverte de teneurs en carbone supérieures à la norme, occasion de découvrir des fraudes et ce depuis 1965. Or, il existe un principe de sureté important, c'est celui qui exclut la rupture de la cuve ; en l'occurrence, la concentration en carbone remet en cause la tenue mécanique de celle-ci. Et ce scandale ne concerne pas que les cuves, mais aussi les Générateurs de Vapeur et aussi les caissons de transport des déchets par le train....

Au lieu de pleurer sur la fermeture de Fessenheim, ces syndicats feraient mieux d'exiger l'arrêt immédiat de tout le nucléaire, et lancer une réflexion sur la finalité du travail dans notre société industrielle, le déferlement de produits inutiles ou dangereux à la santé des travailleurs et des populations.

**Ce n'est pas seulement Fessenheim qu'il faut fermer c'est tout le nucléaire et immédiatement !**

JLuc Pasquinet pour décroissance idf.